



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 26 juin 2014
(OR. en)**

11299/14

**COPEN 180
EUROJUST 121
EJN 65**

NOTE

de:	M. Frédéric Veau, Chef du service Justice et Affaires intérieures, Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne
à:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur Général, Conseil de l'Union européenne

date de réception:	2 juin 2014
--------------------	-------------

Objet:	Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Notification de la France
--------	---

Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, une note des autorités françaises relative à la transposition de la décision-cadre 2008/909/JAI.

(formule de politesse)

(s.) Frédéric Veau

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES**Transposition de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne**

Pour compléter la réponse au courrier adressé par M^{me} LE BAIL en date du 7 décembre 2011, les autorités françaises souhaitent indiquer qu'avec l'entrée en vigueur de la loi n° 2013-711 du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France, la législation française est désormais conforme aux obligations résultant de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne.

Conformément à l'article 29 paragraphe 2 de ladite décision-cadre, le texte des dispositions transposant en droit français les obligations découlant de celle-ci est reproduit ci-après.

Les autorités françaises font les déclarations suivantes au titre de la décision-cadre:

- en application de l'article 7 paragraphe 4 de la décision-cadre, la France indique qu'elle n'appliquera pas le paragraphe 1 de cet article;
- en application de l'article 23 paragraphe 3 de la décision-cadre, la France indique que le procureur de la République saisi d'une demande de reconnaissance et de mise en exécution d'une peine ou à une mesure de sûreté privative de liberté pourra dès réception du jugement et du certificat, s'il juge le contenu de ce certificat insuffisant pour statuer sur l'exécution de la condamnation, demander que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnés d'une traduction en langue française.

Les autorités françaises souhaitent préciser également que:

- elles ne font pas de déclaration au titre des articles 4 paragraphe 7 et 23 paragraphe 1;
- l'autorité compétente pour mettre à exécution une condamnation à une peine ou à une mesure de sûreté privative de liberté dans un autre État membre de l'Union européenne et pour adresser la demande de reconnaissance et de mise à exécution à l'autorité compétente de cet État est le représentant du ministère public près la juridiction ayant prononcé la décision de condamnation;
- l'autorité compétente pour mettre à exécution en France une condamnation à une peine ou à une mesure de sûreté privative de liberté prononcée dans un autre État membre de l'Union européenne est le procureur de la République dans le ressort duquel se situe la dernière résidence connue de la personne condamnée, le lieu de détention de celle-ci ou le lieu de l'infraction lorsque les faits ont été commis pour partie sur le territoire français;
- le consentement préalable des autorités françaises est nécessaire lorsqu'il s'agit de faire exécuter en France une condamnation concernant une personne qui n'est ni un ressortissant français ayant sa résidence habituelle sur notre territoire, ni un ressortissant français ayant fait l'objet, en vertu de la décision de condamnation ou de toute autre décision judiciaire ou administrative, d'une mesure d'éloignement vers la France, applicable à sa libération;
- tout certificat adressé aux autorités françaises doit être traduit en langue française.

Les services de la Commission européenne peuvent prendre contact pour toute information ou précision complémentaire relative à ces textes de transposition avec:

- Monsieur Michaël GIHR (Michael.Gihr@justice.gouv.fr);
- Monsieur Francis STOLIAROFF (Francis.Stoliaroff@justice.gouv.fr);
- Monsieur Laurent HUET (Laurent.Huet@sgae.gouv.fr).